



NATIONS UNIES  
 CONSEIL  
 DE SECURITE



UN  
 SEP 27 1982

Distr.  
 GENERALE  
 S/15432  
 24 septembre 1982  
 FRANCAIS  
 ORIGINAL : ESPAGNOL

UN/RESOLUTION

LETTRE DATEE DU 24 SEPTEMBRE 1982, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
 DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU NICARAGUA AUPRES DE  
 L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de la note que le  
 Ministre des relations extérieures du Nicaragua, S. Exc. Miguel d'Escoto Brockmann,  
 a adressée à S. Exc. M. Rodolfo Rosales Abella, ministre des relations extérieures  
 de la République du Honduras, au sujet d'un autre incident frontalier qui s'est  
 produit le 22 septembre de cette année.

"J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

Hier, 22 septembre, à 19 h 45, deux véhicules Toyota du Ministère du  
 développement agricole et de la réforme agraire sont tombés dans une embuscade  
 dressée par des éléments contre-révolutionnaires venant du territoire  
 hondurien, au lieu dit San Nicolás, qui se trouve entre Jalapa et Santa Clara,  
 dans le département de Nueva Segovia. Cet acte criminel a coûté la vie à deux  
 ressortissants Nicaraguayens, Denis Sarrante et Roberto Alvarado, outre que  
 cinq civils - Raúl Olivera, Alejandro Espinoza, José Arróliga, Mario Alarcón  
 et Amadeo Meza - ont été blessés.

Le Gouvernement nicaraguayen adresse, par mon intermédiaire, les  
 protestations les plus vigoureuses au Gouvernement hondurien face à ces  
 nouveaux actes criminels, qui constituent une agression extrêmement grave et  
 injustifiable contre la paix au Nicaragua et en même temps une menace évidente  
 contre la paix dans toute la région de l'Amérique centrale; en effet, il tient  
 le Gouvernement hondurien pour indirectement responsable de ces actes  
 criminels puisqu'il tolère, au mépris absolu de ses obligations  
 internationales, que ces groupes utilisent le territoire hondurien comme  
 sanctuaire pour organiser et préparer leurs incursions et pour s'y réfugier,  
 s'assurant ainsi l'impunité de leurs actes.

Le Gouvernement nicaraguayen une fois de plus insiste sur la nécessité absolue d'entamer immédiatement un dialogue au niveau le plus élevé entre nos pays afin d'arriver à la solution que la situation actuelle exige de toute urgence".

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Nicaragua auprès  
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Javier CHAMORRO MORA

-----